Synthèse des résultats de l'enquête Écrans & jeunes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté

ireps Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Zoom sur les faits saillants issus de la consultation écrans et jeunes en Bourgogne-Franche-Comté

Une thématique investie par les acteurs en région

- 264 questionnaires complétés
- 48% des interventions ciblent les enfants
- 21% s'adressent à la fois aux enfants et aux parents
- Les deux catégories d'âge les plus fréquemment destinataires d'interventions sont les 11-14 ans et les 7-10 ans
- 2 axes d'intervention qui prédominent : sensibiliser aux risques et aborder la question du temps d'écrans
- Acteurs les plus fréquemment sollicités : secteur du numérique et de l'éducation aux médias, secteur addictions

Des stratégies à promouvoir pour agir efficacement !

- Diffuser un document opérationnel sur les structures intervenant sur la thématique avec les actions efficaces à mettre en œuvre
- Soutenir le développement d'interventions qui adoptent une approche globale et positive, relever le défi de l'implication des parents
- Animer un réseau des opérateurs déjà impliqués pour coconstruire une stratégie régionale commune

Méthodologie

Le questionnaire conçu en mai 2022 avait pour objet d'alimenter un panorama des actions existantes en région sur la thématique écrans et jeunes. Il s'agissait en ce sens d'en savoir plus sur les interventions déployées depuis janvier 2021, à plusieurs niveaux : publics ciblés, objectifs poursuivis, ressources mobilisées, partenaires sollicités et difficultés rencontrées le cas échéant.

La consultation ouverte du 27 juin au 31 août 2022 devait en outre permettre de mieux appréhender les dynamiques en présence autour de cette thématique, de façon territorialisée. On notera à ce titre la mobilisation importante des acteurs sollicités dans le cadre de l'enquête ; avec un taux de réponse évalué à hauteur de 40%.

Le questionnaire a plus précisément été diffusé aux membres régionaux du Rrapps (avec un ciblage des thématiques jeunes, addictions, nutrition et activité physique) ; aux réseaux de partenaires identifiés dans le cadre du dispositif Pass'Santé Jeunes, et aux acteurs qui interviennent plus spécifiquement sur les enjeux liés au numérique.
La consultation régionale a enfin pu compter sur l'appui des délégations départementales de l'ARS et sur les professionnels des Contrats Locaux de Santé, en vue de rejoindre certains acteurs. En particulier ceux du champ de la petite enfance, du périscolaire et de l'enseignement agricole.

Types d'interventions réalisées

Une majorité (69%) sont intervenus sur les écrans depuis janvier 2021 ; près des deux tiers des répondants (n=182).

Prioritairement **en direction des enfants** (48% ; n=84) et en direction des enfants et parents (21% ; n=36).
11% déclarent être intervenus en direction des professionnels, parents et enfants (n=19)
Le ratio le plus faible correspond aux interventions qui s'adressent aux professionnels et aux parents (1% ; n=2).

Parmi la catégorie « Enfants », ce sont **les pré-adolescents** (entre 11 et 14 ans) qui sont la population la plus fréquemment ciblée par les interventions (60% ; n=89).
Arrivent ensuite les enfants entre 7 et 10 ans (40% ; n=59), puis les adolescents âgés entre 15 et 18 ans (36% ; n=54).
Peu d'interventions sur la thématique écrans s'adressent à des enfants de moins de 3 ans (7% ; n=11).

Concernant les professionnels ciblés par les interventions, ce sont prioritairement (63%) **des professionnels de l'éducation nationale** (n=24) ; suivis des professionnels du périscolaire (45% ; n=17).
On observe également des interventions à destination des professionnels de santé et des éducateurs spécialisés (soit le tiers des réponses).

À retenir : depuis janvier 2021, des interventions sont menées sur la thématique écrans, majoritairement en direction des enfants et plus précisément à destination des pré-adolescents. On relève l'importance des actions qui visent les parents et les enfants ; ainsi que le peu d'interventions qui ciblent des enfants en bas âges.

Axes et objectifs d'interventions privilégiés

Conformément aux premiers éléments présentés, ce sont les interventions à destination **des enfants et parents** qui comptabilisent le plus grand nombre de réponses. Les axes privilégiés sont en **1/ Temps d'écran** et en **2/ Réseaux sociaux.**

Pour les interventions en direction **des professionnels**, on retrouve en **1/ Temps d'écran et en 2/ Esprit critique.**

Les interventions à destination du **grand public** se distinguent quant à elles nettement au niveau des axes choisis. Le temps d'écran arrive par exemple en dernière position. En **1/ se trouvent les Données personnelles** (alors que cet axe récolte le moins de réponses pour les interventions à destination des enfants ou parents). En **2/ les Réseaux sociaux.**

À noter dans les autres réponses : une récurrence de la question **des répercussions sur le sommeil** comme axe d'intervention choisi. Est citée également la notion de droit à l'image et la notion de CPS apparait à deux reprises.

Objectifs poursuivis	Occurrences
Alerter sur les risques*	35
Réduction du temps d'écran	25
Prévention globale[1]	16
Différencier "bons"/"mauvais" usages*	13
Alimenter une posture réflexive**	12
Lutte contre le cyberharcèlement	11
Renforcement des CPS	8
Lutte contre les troubles du sommeil	7
Outiller les parents ou professionnels	4
Suivi médical	3
Autres	7

*On retrouve pour ces deux types d'objectifs une approche centrée sur la « prise de conscience » appréhendée comme levier pour induire un changement de comportement. Dans le premier cas [alerter], cette prise de conscience s'articule à la notion de danger. Dans le second, la formulation des objectifs est davantage axée sur la transmission d'informations. Autrement dit, une prise de conscience qui découlerait d'une évolution du niveau de connaissances.

**Cela revient à accompagner les usages et ouvrir des espaces d'échanges à partir des pratiques des jeunes et/ou des expériences parentales.

Pour aller plus loin dans l'analyse des objectifs d'intervention affichés, on pourra relever la présence des thèmes des réseaux sociaux, de la lutte contre les contenus pornographiques/inadaptés et la question de la protection des données personnelles.

Les objectifs poursuivis correspondent ainsi assez bien aux stratégies privilégiées indiquées en fin de questionnaire :

- **1/ Sensibiliser aux risques liés aux écrans (83% ; n=147)**
- 2/ Partir des pratiques quotidiennes des publics (65% ; n=116)
- 3/ Informer sur les usages recommandés (53% ; n=94)

Les autres stratégies proposées[2] représentent chacune une proportion minoritaire de l'échantillon.

Parmi les réponses « autres », on notera que deux personnes citent l'approche par renforcement des CPS, deux parlent des conséquences négatives sur le sommeil et une évoque le souci d'intervenir en adoptant une « vision positive ».

1. Sensibiliser/Prévenir/Informer sans plus de précisions.
2. Impliquer les parents ; Favoriser les échanges entre pairs ; Travailler sur les représentations ; Intervenir auprès des tous petits

Ressources mobilisées

Ressources mobilisées	Taux	Fréquence
Supports	59%	**59**
Outils pédagogiques	45%	**45**
Autres ressources	41%	**41**
Sites internet[3]	25%	**25**
Guides	24%	**24**
	Nombre de réponses	**100**
	Non réponses	**164**

**Parmi les modalités proposées, les variables « supports » et « outils » apparaissent difficiles à différencier pour les répondants.

Les professionnels qui ont renseigné le questionnaire disent prioritairement s'appuyer sur **un ensemble de supports** dans le cadre de leurs interventions. Ils mobilisent préférentiellement **le format vidéo** (18 occurrences) : reportages, actualités, films et documentaires, témoignages filmés…
Sont cités également d'autres types de supports, par ordre de fréquence :

- Diaporama (9 occurrences)
- Affiches, flyers, livrets
- Logiciels et applications
- Livres et fonds documentaires (fiches activités, dossiers Eduscol, manuels pédagogiques)
- Accessoires (tableau, images, lunettes anti-lumière bleue…)

Les **outils pédagogiques** émergent dans un second temps comme des ressources importantes, sous divers formats et types de jeux : éduc'écrans, addicto'jeu, jeux de rôles, jeux de plateau type Pass'Santé Jeunes etc. Sont évoquées également des techniques d'animation, mobilisées pour favoriser la participation et l'expression des publics (type photo-expression), voire l'élaboration (brainstorming). Certaines s'inscrivent plus clairement dans une approche de **renforcement des CPS** : langage des émotions, couleur des émotions…
Les données renseignées dans la catégorie **« outils pédagogiques »** montrent finalement que les répondants cherchent à privilégier des modalités d'action ludiques, souvent sous forme d'ateliers (sportifs, théâtre) ou de quiz.

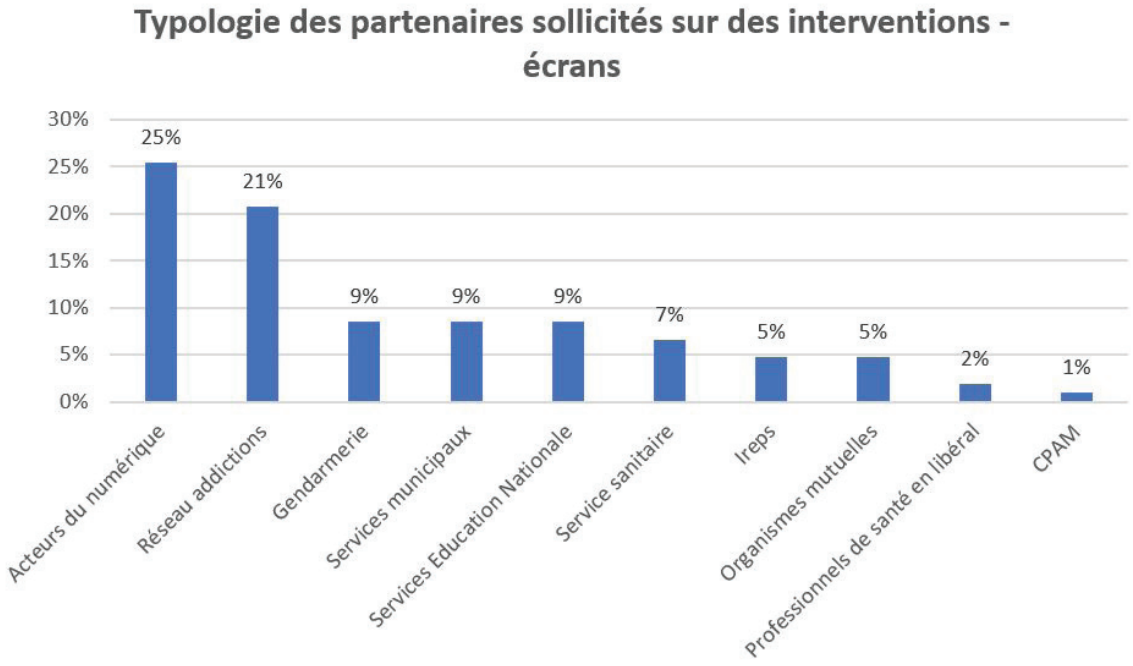
Idée de ressource :
Une mini-série réalisée à partir du guide de la famille Tout-Écran édité par le CLEMI. 15 épisodes, disponibles sur les sites du CLEMI et de la CAF.
La mallette Croky Bouge (RéPPOP-BFC®) fait partie des outils pédagogiques cités par les répondants ; cela met en évidence les liens existants avec les axes du programme dédiés aux rythmes de vie et à l'activité physique.

Parmi les **« Autres ressources »** mobilisées, plus de la moitié (n=28) indiquent avoir sollicité des partenaires pour intervenir. Le recours au **témoignage** (type « Youtubeur ») apparait également dans les autres ressources renseignées. Dans la catégorie **« guides »**, on retrouve des éléments de littérature qui apportent des données de cadrage (Rapport du HCSP, enquête ELFE) ; les programmes probants ; les « guides pratiques » réalisés par les acteurs experts de la thématique (type La famille Tout-Écran du CLEMI).

3. Liste : ; https://www.pass-santejeunes-bourgogne-franche-comte.org/ ; https://e-enfance.org/ ; https://www.internetsanscrainte.fr/ ; https://www.mon-enfant-et-les-ecrans.fr/ ; https://www.education.gouv.fr/non-au-harcelement ; https://www.onsexprime.fr/ ; http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/ ; https://www.yapaka.be/ ; https://eduscol.education.fr/ ; https://www.pedagojeux.fr/ ; https://e-parents.fr/ ; https://www.lumni.fr/; https://maitrelucas.fr/; https://www.clemi.fr/; https://www.3-6-9-12.org/les-balises-3-6-9-12/; https://www.cnil.fr/;
4. Liens vers certaines vidéos insérés dans la rubrique « sites Internet »

Partenaires et acteurs experts de la thématique

On observe une répartition quasi égalitaire quant à la sollicitation de partenaires : quasiment autant de répondants qui disent faire appel à des intervenants extérieurs (n=108) que de répondants qui s'appuient sur des ressources présentes en interne (n=110).



Parmi les partenaires cités, deux catégories d'acteurs se détachent :

- **Les professionnels du secteur addictions**[5]
- **Les professionnels du numérique et de l'éducation aux médias**[6]

Gendarmerie, services municipaux[7] et services de l'éducation nationale[8] sont au même niveau.

Une majorité de répondants (55% ; n=113) disent ne pas identifier d'acteurs experts sur la thématique écrans. Il y a donc relativement peu d'écart avec ceux qui déclarent connaitre des partenaires experts dans le domaine (45% ; n=93).

Parmi les experts identifiés, on retrouve des réponses sensiblement similaires par rapport aux partenaires extérieurs sollicités. Les deux catégories majoritaires sont ainsi :

- **Les acteurs du secteur addictions**[9]
- **Les acteurs du numérique et de l'éducation aux médias**[10]

Suivis par les organismes de prévention et mutuelles[11], les services de l'Education Nationale[12], les professionnels de l'information jeunesse.

5. ANPAA, Addictions France, Csapa, Tab'agir
6. Centres MultiMédia, Clémi, Tinternet, Promeneurs du Net, Génération numérique, Un clic déclic
7. Bibliothèques, médiathèques, information jeunesse, maison sport santé, centre social, CCAS
8. Équipe mobile de sécurité (EMS), rectorat, ligue de l'enseignement
9. Kairn 71, Csapa, Sedap, AAF/ANPAA, Altau, Soléa
10. PDN, Tinternet, Clémi, Génération numérique, Horizon Multimédia
11. Ireps, Mutualité FR, Pluradys, Mae, Smerra
12. DSDEN-Référents harcèlement, Canopé, Documentalistes, Infirmières scolaires, Ligue de l'enseignement, EMS

Difficultés rencontrées et besoins d'appui

Plus des deux tiers des répondants (68%) déclarent ne pas avoir de difficultés pour intervenir sur la thématique écrans (n=136). Un tiers identifient des difficultés (32% ; n=65).

Pour les 58 personnes qui ont explicité les problématiques rencontrées, on distingue **4 grandes ordres de difficultés** – à traduire en besoins d'appui :

Des difficultés qui renvoient à un déficit de ressources en termes d'information, d'outils, de supports ou de stratégies (17 occurrences).

- **Besoin de transfert de connaissances pour renforcer la légitimité à intervenir**

Les répondants évoquent « un besoin de formation, d'outils et de mises à jour » ; « une difficulté à trouver le support adapté » ; le sentiment d'être « dépassé », surtout sur la thématique réseaux sociaux.

Des difficultés liées aux caractéristiques des publics d'où ressortent trois grands enjeux relatifs à la cohérence et à l'efficacité des interventions menées :

- Mobilisation des parents
- Positionnement auprès des jeunes, « avoir un angle d'approche qui puisse parler aux jeunes »
- Approche à privilégier pour les enfants en bas âge

On notera au passage qu'il s'agit de l'ordre de difficultés pour lequel les représentations négatives jouent le plus (stigmatisation, pessimisme…). Celles-ci sont directement perceptibles à même des énoncés du type : *« Les enfants sont totalement inconscients et les parents démissionnaires » ; « les parents sont souvent aussi addicts »*

- **Besoin de pilotage sur la thématique pour encourager des actions articulées autour de stratégies probantes + identifier des interventions innovantes et efficaces**

Des difficultés liées au manque de partenaires identifiés ; *« trouver des intervenants »* compétents sur la thématique et/ou disponibles (11 occurrences)

- **Besoin d'appui réseau**

Des difficultés matérielles, soit le coût financier ou en temps qui freine les possibilités d'intervention (9 occurrences)

- **Besoin de faciliter le passage à l'action et argumenter l'intérêt à intervenir**

Difficultés mentionnées selon la catégorie professionnelle

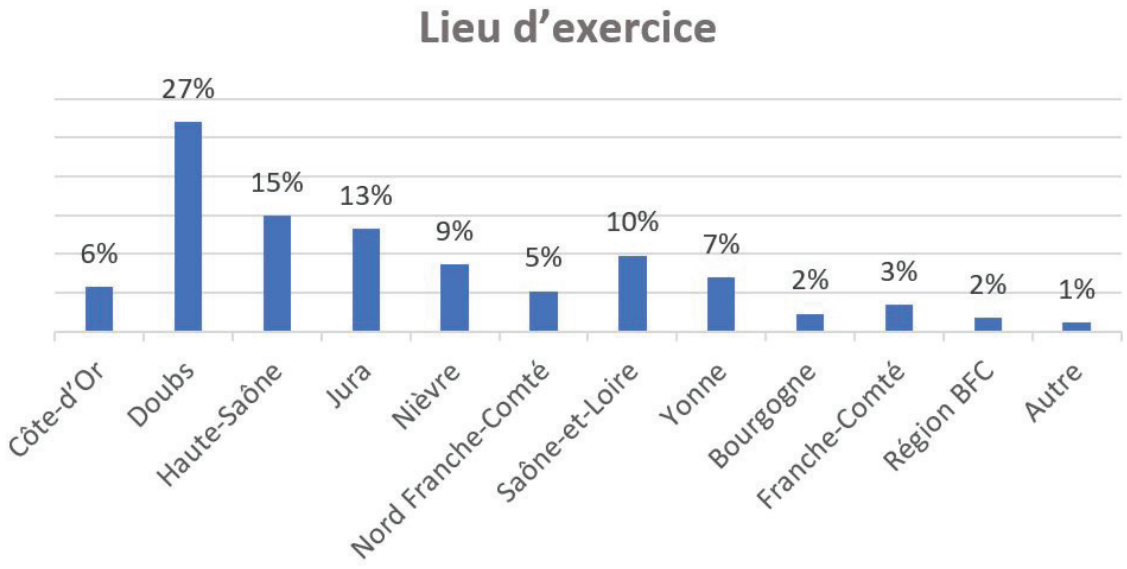
57% des répondants qui explicitent les difficultés rencontrées pour intervenir sur la thématique des écrans sont des **professionnels de l'Éducation Nationale.** Il convient ceci dit de noter la forte représentation de ce secteur au sein de l'échantillon d'enquête constitué.

- **Les infirmières scolaires** évoquent en premier lieu des difficultés liées à un manque de ressources, et dans un second temps arrivent les contraintes matérielles (notamment en termes de financement de projets)
- Concernant **les autres professionnels de l'Éducation Nationale** (directions d'établissement et enseignants pour la plupart), l'ordre de difficultés qui revient le plus souvent renvoie aux caractéristiques des publics : parents, jeunes, enfants en bas âge. On retrouve également les aspects matériels comme second frein le plus fréquemment cité.

Peu de professionnels du secteur addictions se disent en difficultés pour intervenir sur la thématique écrans (n=3 seulement).
Pour **les professionnels qui occupent des fonctions de chargés de mission dans le secteur de la santé et de la prévention,** les difficultés relèvent avant tout d'un **déficit de ressources ou d'un manque d'identification de partenaires** vers qui se tourner.
Les professionnels qui interviennent auprès des familles pointent plutôt des **difficultés liées aux caractéristiques des publics**, relativement aux fonctionnements familiaux et à la mobilisation des parents.

Caractéristiques sociologiques

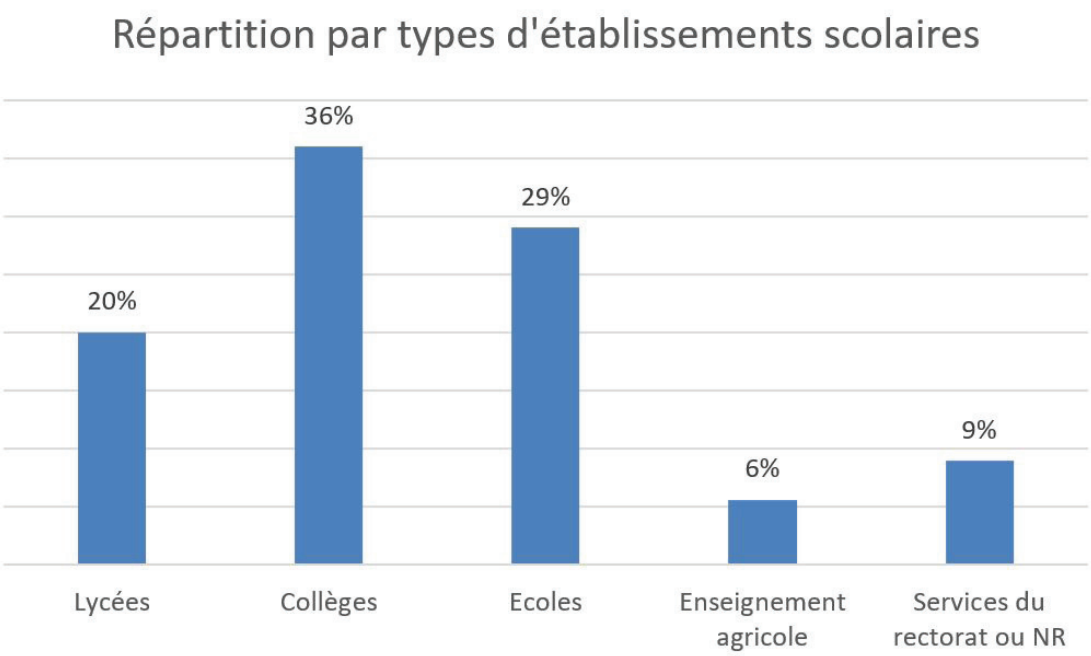
Appartenance territoriale



Tous les départements ou territoires de Bourgogne-Franche-Comté sont représentés au sein de l'échantillon constitué, toutefois dans des proportions variables. On notera en effet une **surreprésentation du Doubs** (27% ; n=47), dans une moindre mesure de la **Haute-Saône** (15% ; n=26) et du **Jura** (13% ; n=23).

On décompte ainsi un nombre plus élevé de répondants situés en Franche-Comté (64% ; n=111) relativement à la Bourgogne. Cela équivaut à 20 répondants en moyenne par département. Il convient enfin de souligner la proportion importante de personnes qui n'ont pas renseigné leur lieu d'exercice (34% ; n=90).

Structures représentées



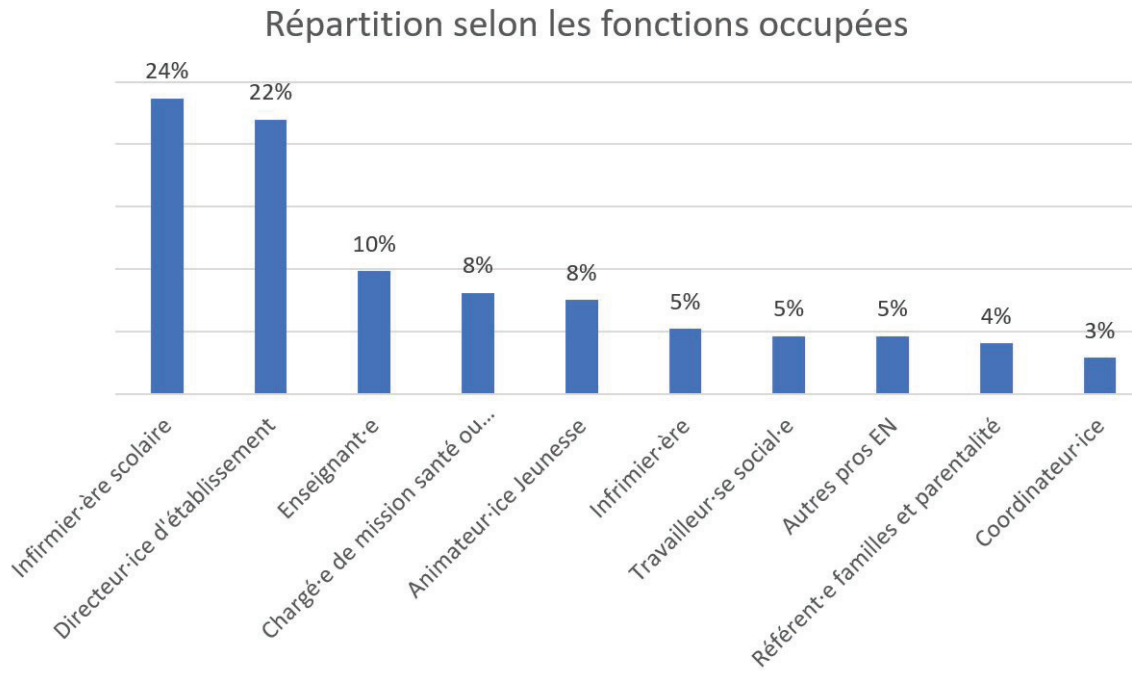
Le premier élément qui mérite ici attention est la très forte mobilisation **des personnels de l'Education Nationale** à l'occasion de cette consultation. Ces derniers représentent à ce titre plus de la majorité des répondants (52% ; n=90).

Les professionnels situés e**n collège** (36% ; n=32), **écoles maternelles et primaires** (29% ; n=26) sont les plus nombreux à avoir complété le questionnaire. Ce qui est en correspondance avec les tranches d'âges ciblées lors des interventions (pour rappel, majoritairement des pré-adolescents entre 11 et 14 ans).

Par ailleurs, l'échantillon se compose d'une proportion non négligeable **d'agents des collectivités territoriales**, y compris intercommunalité et CLS (10% ; n=17) ; mais aussi de professionnels du champ de la précarité (exerçant en centre social ou autres structures) ; de professionnels de santé ou du secteur médico-social.

Enfin, les **structures du champ de l'information jeunesse** sont représentées de façon équivalente que les organismes du secteur addictions (n=7).

Fonctions occupées



La catégorie **« Infirmier·ère scolaire »** constitue la fonction la plus fréquemment occupée au sein de l'échantillon de répondants (24% ; n=42). Les directions d'établissement apparaissent de même fortement mobilisées sur la question des écrans.

De fait là encore, on observe une forte représentativité des acteurs de l'Éducation Nationale (61%), en correspondance avec les structures renseignées précédemment.

Autres informations données en fin de questionnaire

En fin de questionnaire, les répondants ont livré principalement deux catégories d'informations. On observe premièrement des éléments de précisions sur les projets menés ou envisagés autour de la thématique des écrans. Comme les exemples ci-dessous peuvent l'illustrer, ces actions s'adressent à des publics de différentes catégories d'âges, en appui sur les professionnels avec qui ils interagissent au quotidien :

- Projet **« les Écrans en veille, les enfants en éveil »** (2020-2022), lequel vise à accompagner les usages des écrans des enfants âgés de 4 à 6 ans par le renforcement des CPS. L'intervention a été déployée au sein de deux accueils de loisirs, l'un situé en Côte-d'Or (Longvic) et l'autre dans le Jura (Lons le Saunier).

- **Dispositif d'élèves sentinelles** pour prévenir le harcèlement en collège et lycée. Il s'agit de prévenir et de sensibiliser les jeunes et les adultes aux phénomènes de bouc émissaire et aux discriminations, à leur détection et au traitement individuel et collectif de leurs conséquences.

- **Projet global en direction des lycéens dans le cadre du CESC** (en direction aussi des parents et des professionnels), avec un accompagnement spécifique des élèves vulnérables.
- **Interventions sur les thèmes de la cyberdépendance et du cyberharcèlement** dans les écoles élémentaires. Le projet a été mené en partenariat avec Tinternet et les médiateurs numériques du CCAS de Montbéliard.

Le second type d'informations partagées en fin de questionnaire renvoie **aux difficultés rencontrées pour intervenir sur le sujet des écrans.** Cela rend dès lors possible d'identifier les principaux besoins d'appui liés :

- À la **recherche d'informations et de partenaires pour intervenir** (« Nous souhaitons monter un projet mais avec de l'aide »).
- À la **mobilisation des parents,** soit comment impliquer davantage l'entourage (familial) et renforcer les liens entre les différents environnements de vie des enfants et des jeunes ?
- À la **mise en œuvre de stratégies** qui ont fait leurs preuves, ce qui aide à se libérer du découragement (« les enfants et les parents savent ce qu'il faut faire mais ne changent pas de comportement »).

ireps
Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

IREPS BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
2 PLACE DES SAVOIRS
IMMEUBLE LE DIAPASON I 21000 DIJON
CONTACT@IREPS-BFC.ORG / 03 80 66 73 48

FÉVRIER 2023

ILLUSTRATION : STOCKLIB